



François-Joseph Ruggiu (dir.)

Les Études aréales

Alliance Athena

3. Les spécialistes d'études aréales : des communautés aux besoins spécifiques

Éditeur : Alliance Athena
Lieu d'édition : Alliance Athena
Année d'édition : 2018
Date de mise en ligne : 19 janvier 2021
Collection : Collection ATHENA
ISBN électronique : 9791093170084



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

3. *Les spécialistes d'études aréales : des communautés aux besoins spécifiques* In : *Les Études aréales* [en ligne]. Paris : Alliance Athena, 2018 (généré le 20 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/allianceathena/487>>. ISBN : 9791093170084.

3



Les spécialistes d'études aréales : des communautés aux besoins spécifiques

1. L'accès aux terrains

Les études aréales, intégrées dans le dispositif global de la recherche en sciences sociales et en humanités qu'elles n'entendent naturellement pas résumer, sont un formidable vecteur de pluridisciplinarité et d'internationalisation de tous les champs de la recherche. Il s'agit d'un secteur où la valeur ajoutée de la recherche française, au sein de la recherche mondiale, est extrêmement élevée. Il convient de développer sans relâche cette dimension, en particulier en s'appuyant sur le dispositif mis en place par l'État pour soutenir la recherche publique hors de France et hors d'Europe : les écoles

françaises à l'étranger ; les UMIFRE (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, CNRS) ; les programmes d'études à l'étranger subventionnés par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (partenariats Hubert Curien) ou du CNRS ; les dispositifs mis en place par les établissements.

Le MEAE et le CNRS ont donné aux UMIFRE une triple mission : développer les recherches en sciences humaines et sociales selon des axes scientifiques définis par les tutelles ; développer la coopération entre les sciences dans une perspective interdisciplinaire ; enfin, développer les relations entre le monde universitaire français au sens large et la communauté scientifique du pays ou de la région où elles sont implantées.

Les UMIFRE jouent donc un rôle très spécifique par leur capacité à accueillir des chercheur.e.s du CNRS, qui par le biais d'affectations, ou des enseignant.e.s-chercheur.e.s, par le biais de délégations, renouent avec le travail de terrain pendant plusieurs années. À ce propos, il est clair que le dispositif de recherche français doit également s'orienter vers des bourses ou des postdoctorats de longue durée. Les financements d'un an ou moins, surtout lorsqu'ils ne sont pas renouvelables, ne permettent pas un vrai enracinement dans le pays et dans la langue.

Sur place, les UMIFRE doivent pouvoir accueillir aussi une grande diversité de disciplines (y compris linguistiques et littéraires) et pas uniquement en histoire, sociologie, science politique et anthropologie. Il s'agit également de favoriser une politique permettant transversalités et complémentarités

entre UMIFRE d'une part et entre UMIFRE et écoles françaises à l'étranger d'autre part, à tous les niveaux (politique d'acquisition des bibliothèques, voire politique immobilière commune ; programmes de recherche sur la longue durée sur un objet commun, comme cela commence à se faire, etc.).

La question de l'accès aux terrains ne se limite cependant pas à la capacité de la France à organiser et à soutenir les missions de recherche de ses chercheur.e.s à l'étranger. Elle concerne également l'évaluation des risques que présente une mission de recherche hors du territoire national. Les organismes de recherche comme les établissements d'enseignement supérieur et de recherche respectent les procédures établies à cette fin par les autorités publiques, qui passent généralement par l'avis d'un fonctionnaire défense. L'application de ces règles peut cependant obérer le bon déroulement de projets de recherche, souvent engagés de longue date ou mis en place dans un contexte géopolitique plus stable. Ces projets peuvent être indispensables à une meilleure connaissance de l'aire étudiée, dans une perspective de transfert des connaissances vers la puissance publique. Une réflexion doit donc être engagée sur ce point pour parvenir à un équilibre satisfaisant entre une meilleure intégration en amont de la problématique de la sécurité et, en aval, une concertation maximale des différents acteurs pour arriver à la meilleure évaluation possible des risques.

Dans l'autre sens se pose la question des visas nécessaires aux chercheur.e.s pour travailler dans un pays étranger. Dans la pratique, la plupart des missions de terrain se font avec

un visa ou une autorisation d'entrée de courte durée, du type « touriste », ce qui fait que la ou le chercheur.e exerce une activité qui n'est pas, sur le fond, couverte par le visa. Pour les séjours plus longs, il faut en passer par un visa de type « scientifique », qui implique un accord avec un partenaire local en général, et qui peut de ce fait considérablement orienter le type de recherche (sans compter le fait que les activités de terrain ne sont pas toujours autorisées dans ce cadre).

2. L'accès aux données

Les chercheur.e.s en études aréales peuvent s'appuyer sur un dispositif d'information scientifique et technique (IST) qui joue sur plusieurs niveaux. Le premier est celui de la Bibliothèque nationale de France et des bibliothèques universitaires générales comme la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (Bulac) qui rassemble plus d'un million d'ouvrages concernant toutes les aires de l'Europe balkanique, centrale et orientale à l'Asie et à l'Océanie.

Le deuxième niveau est celui des bibliothèques spécialisées du monde universitaire. Elles sont le plus souvent liées à un centre de recherche, comme par exemple, pour les études africaines, la Bibliothèque du Centre d'études africaines (EHESS), la Bibliothèque de recherches africaines (Institut des mondes africains (IMAF), Paris 1), la bibliothèque Claude-Lévi-Strauss (Laboratoire d'anthropologie sociale (Las), Collège de France) ou encore les bibliothèques Éric-de-Dampierre (Laboratoire d'ethnologie et de sociologie

comparative (LESC), Paris-Nanterre), du laboratoire « Les Afriques dans le monde » (Bordeaux) ou encore de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme d'Aix-Marseille. Elles peuvent être aussi liées à un centre de formation comme la Bibliothèque d'art et d'archéologie du Centre Michelet (Paris 1 et Paris IV) ou la bibliothèque de géographie (Paris 1, Paris IV, Paris 7) qui est une partie de la Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne (BIS), ou encore la bibliothèque Pierre-Monbeig, sur l'Amérique latine, qui regroupe la plus grande collection en France sur cette aire culturelle.

La troisième strate est celle des bibliothèques hors du monde universitaire : médiathèque du musée du Quai Branly ; Bibliothèque centrale du Muséum national d'histoire naturelle ; bibliothèques de l'IRD et du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ; bibliothèques de la FMSH ou encore de l'Académie des sciences d'outre-mer. Notons que, du point de vue des études islamiques en arabe, l'Institut dominicain d'études orientales du Caire est aujourd'hui la bibliothèque française la plus utile grâce à l'extrême cohérence de sa politique d'achat et à son extraordinaire catalogue numérisé.

Ces bibliothèques abritent des fonds de tailles très inégales : elles vont de fonds inférieurs à 10 000 livres jusqu'au million de documents abrités par la Bulac. Ces fonds mêlent d'ailleurs souvent livres, périodiques, documents iconographiques, archives voire objets. Une de leurs caractéristiques communes est que leurs collections ont été composées à partir d'achats

réalisés par la bibliothèque ou par les unités dont elles dépendent, mais aussi à partir de fonds collectés ou déposés par des chercheur.e.s parfois à une date ancienne ou parfois très récemment. Cette pratique – la collecte des archives de chercheur.e.s et leur traitement – qui traverse la question du devenir des archives de la recherche et doit constituer un axe de réflexion, suppose des moyens spécifiques.

Les missions et les centres d'intérêt de ces bibliothèques et dépôts d'archives sont très différents, et cette diversité est un atout à préserver. Ensemble, ils n'en constituent pas moins le socle sur lequel la France peut développer une politique de formation et de recherche sur les études aréales de niveau mondial. L'intégration de la plupart des catalogues de ces bibliothèques, souvent très spécialisées, dans le système universitaire de documentation (Sudoc) révèle d'ailleurs l'ampleur de leurs collections. Ce mouvement d'intégration, essentiel pour la mise à la disposition des fonds à un public étendu, doit être encouragé.

La formation d'une fédération ou d'un conseil de ces bibliothèques, où pourraient être élaborées des stratégies communes, et mises en place des procédures d'harmonisation des politiques d'achat, pourrait permettre de renforcer ce mouvement.

Elle pourrait concerner soit les différentes aires, sur le modèle du réseau national DocAsie, créé en 2007 à Marseille, qui regroupe sur la base du volontariat les documentalistes et bibliothécaires travaillant sur l'Asie, soit les études aréales

dans leur ensemble. Une telle structure permettrait d'offrir aux publics des bibliothèques une véritable plateforme commune d'accompagnement de la recherche.

Ces bibliothèques rencontrent des difficultés qui leur sont communes. Le premier point concerne les moyens consacrés à l'entrée des ouvrages dans les collections, qui dépendent à la fois des sommes allouées à l'achat matériel des livres et des ressources en personnel liées au traitement de ces acquisitions. Les crédits d'achat ne peuvent être pensés en dehors des affectations des personnels titulaires qui cataloguent et rendent disponibles les livres.

Le deuxième point concerne les compétences spécifiques des personnels des bibliothèques liées aux études aréales. Si l'anglais ou certaines des langues parlées dans les aires culturelles couvertes (espagnol, portugais...) ne posent guère de difficultés, la caractéristique des bibliothèques aréales est de traiter une documentation en langue originale. Le recours au personnel en contrat à durée déterminée (CDD), s'il permet de maintenir le dispositif à flot, empêche la mise en place de politiques d'achat et de catalogage sur la longue durée. Il est donc impératif de créer et financer des postes de bibliothécaires spécialisé.e.s sur les différentes aires, en particulier orientalistes au sens large.

Dans ce cadre, la question de la relation entre la formation offerte par l'École nationale supérieure de l'information et des bibliothèques (ENSSIB) et les besoins des bibliothèques

aréales doit être repensée : il s'agit d'identifier les compétences, en particulier linguistiques et scientifiques, à valoriser à l'entrée à l'ENSSIB, de manière à s'assurer qu'en sortent des conservateurs formés pour acheter et cataloguer des livres venus aussi bien du Brésil que du Japon ou d'Indonésie.

Au-delà de la question des budgets, la capacité des bibliothèques à être proactives sur les marchés du livre scientifique est essentielle. Une réflexion commune devrait être menée sur les procédures d'acquisition des ouvrages auprès des maisons d'édition internationales non seulement européennes ou nord-et sud-américaines mais également implantées dans les pays africains, arabes ou asiatiques. Les échanges des bibliothécaires des grandes bibliothèques d'études aréales avec leurs homologues dans le monde et avec les grandes institutions culturelles doivent être encouragés. À titre d'exemple, la bibliothèque Pierre-Monbeig a maintenu vivant un fonds de près de 400 revues sur l'Amérique latine grâce à des échanges réciproques de revues locales, dans un modèle intéressant de coopération entre la bibliothèque et la maison d'édition de l'HEAL.

La question de l'accès aux ressources en ligne des bibliothèques et institutions culturelles des pays étudiés doit être envisagée avec un niveau de granularité suffisamment fin pour que toutes les tailles de ressources numériques ou de banques de données, y compris les plus petites lorsqu'elles sont pertinentes, soient prises en compte. L'ensemble des acteurs, des communautés les plus étendues aux chercheur.e.s individuel.le.s, doivent pouvoir voir leurs besoins d'accès pris en considération.

La question de l'accès aux ressources documentaires des chercheur.e.s en études aréales inséré.e.s dans des unités de formation et de recherche (UFR) ou des unités de recherche disciplinaires est cruciale.

Une évolution majeure qui se dessine est la naissance du grand équipement documentaire (GED) du Campus Condorcet. La stratégie de recherche du Campus Condorcet a été initialement construite autour de son GED, qui doit recevoir les fonds d'une partie importante des unités parisiennes spécialisées en études aréales, ainsi que les collections de la bibliothèque de la FMSH. Plusieurs défis attendent le GED et son équipe de préfiguration : l'organisation des collections dans ce qui doit être une bibliothèque unifiée ; la création d'une politique d'acquisition en articulation étroite avec les besoins des unités et des chercheur.e.s ; l'articulation entre les collections papier et la documentation numérique.

3. L'accès aux financements

L'accès aux terrains d'études dépend essentiellement des financements mobilisés pour la recherche individuelle ou collective. Les organismes et établissements les plus impliqués dans la recherche aréale consacrent une partie importante de leurs financements aux dotations des unités dans ce domaine. Celles des UMR en études aréales sont, par exemple, parmi les plus élevées accordées chaque année par l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS. Mais les dotations des unités agissent aussi de façon efficace à l'échelle individuelle ou à celle

des programmes de petite taille. La place des études aréales dans les dispositifs de financement sur projet est donc centrale.

Les financements pour les missions de courte ou moyenne durée sont déjà bien développés, aussi bien dans les ministères (comme les partenariats Hubert Curien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) que dans les organismes (comme les soutiens à la mobilité internationale du CNRS), ou dans les établissements, par le biais des Labex ou des programmes labellisés par les initiatives d'excellence (IDEX) par exemple. Bien des pays étrangers, comme le Japon ou le Brésil, ont par ailleurs mis en place d'efficaces programmes d'aide pour les doctorant.e.s et chercheur.e.s étranger.ère.s. Outre le fait que ces financements visent parfois davantage une coopération entre universités que le soutien à des recherches de terrain, il ne convient de toute façon pas que la recherche nationale soit, pour certains terrains, trop dépendante des programmes locaux, qui ont leurs propres spécificités et orientations. Enfin, la montée en régime de la recherche nationale au sein des nouvelles puissances mondiales ou des pays émergents diminue progressivement chez eux le besoin de recourir aux spécialistes occidentaux.

Pour les projets de grande ampleur, les programmes de l'Agence nationale de la recherche (ANR) ont un rôle spécifique à jouer. Pour prendre un seul exemple, les ANR Trans-TUR et Trans-FAIRE ont permis de structurer une vraie communauté de chercheur.e.s sur la Turquie, animée par une dynamique collective et interdisciplinaire portée

par une jeune génération et renforcée par l'attractivité de la Turquie et la qualité scientifique des chercheur.e.s turc.que.s, malgré la situation difficile dans laquelle elles et ils se trouvent actuellement. Nous pourrions citer également « GlobAfrica, Reconnecter l'Afrique », porté par l'Institut français d'Afrique du Sud (IFAS) – USR 3336

L'ANR doit donc s'assurer que les projets liés aux études aréales puissent être évalués dans les meilleures conditions aussi bien dans ses appels à projet génériques que dans les nouveaux programmes que sont l'instrument Jeunes chercheuses/Jeunes chercheurs et le programme baptisé Tremplin-ERC (T-ERC). L'ANR pourrait être également encouragée à mettre en place des actions spécifiques sur les études aréales dans le cadre des collaborations qu'elle développe avec les agences de financement de la recherche d'autres pays.

Enfin, ces communautés scientifiques doivent être incitées à penser dans le cadre européen. Cela passe par l'encouragement des candidatures de chercheur.e.s de ces champs aux European Institutes for Advanced Studies ainsi que par les demandes d'European Research Council (ERC). Le CNRS, comme la plupart des Comue, et certains établissements ont d'ailleurs mis en place des dispositifs en ce sens que les spécialistes des études aréales devraient systématiquement utiliser. À titre d'exemple, le GIS IDA a lancé en 2016 un appel à projets pour l'eupéanisation de ses membres, par lequel il financera deux projets à hauteur de 12 000 euros pour le montage d'un

réseau de coopération visant, à terme, le dépôt d'un projet H2020¹. Ce type d'action, au plus près des chercheur.e.s, pourrait être étendu à tous les GIS.

1. Horizon 2020, programme 2014-2020 pour la recherche et l'innovation de l'Union européenne.